

Interview du Président de la République sur TF1

Publié le 09 Septembre 2012

RUBRIQUE : ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE, EMPLOI ET TRAVAIL

CLAIRE CHAZAL

Bonsoir monsieur le président.

FRANÇOIS HOLLANDE

Bonsoir.

CLAIRE CHAZAL

Merci beaucoup d'avoir choisi TF1 pour cet entretien très attendu. Un peu plus de quatre mois après votre élection, force est de constater que vous souffrez d'une forme de désamour dans l'opinion. Les journaux ne sont pas tendres y compris à gauche. Certains ont même parlé de cent jours pour rien. On peut dire en tout cas qu'une grande attente, une grande impatience se manifeste dans le pays dans ce contexte de crise. Pour rétablir la confiance, est-ce qu'il ne faut pas accélérer les réformes ?

FRANÇOIS HOLLANDE

De l'impatience, elle est là parce qu'il y a une alternance ; elle vient après dix ans d'attente. Des inquiétudes, il y en a, le chômage qui est à 3 millions de personnes qui demandent un emploi qui n'en ont pas. Voilà ce que j'ai trouvé. Et une croissance qui s'est effondrée depuis déjà plusieurs mois puisqu'elle sera à peine supérieure à 0 dans l'année 2012. Le gouvernement n'a pas perdu son temps. Il a agi et rapidement notamment pour le pouvoir d'achat sur l'allocation de rentrée scolaire, sur le SMIC, sur l'encadrement des loyers, sur aussi la rentrée scolaire mais il a fait en sorte que l'essence puisse être maîtrisée quant à son prix même si ...

CLAIRE CHAZAL

Certains disent que c'est insuffisant.

FRANÇOIS HOLLANDE

...c'est encore insuffisant mais en même temps, je vois aussi les interrogations. Ces interrogations, elles portent à la fois sur l'avenir : que devient notre pays ? Que peut-il faire ? Quels sont ses atouts ? Quelles sont ses forces ? Quelles sont les réformes nécessaires ? Et donc interrogations également sur la politique que doit conduire le président de la République et le gouvernement et je suis là pour vous répondre.

CLAIRE CHAZAL

Alors, avant de fixer ce cap, c'est très important, parlons d'emploi. C'est évidemment le problème numéro 1 des Français. Vous le disiez, trois millions de chômeurs. Chacun au fond est concerné indirectement ou directement. Vous avez lancé l'idée d'emploi d'avenir, de contrat de génération mais est-ce que c'est suffisant ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Moi, je dois fixer le cap et le rythme. Le cap, c'est le redressement de la France. Il y a un chômage élevé, une compétitivité dégradée, des déficits considérables, un endettement historique. J'ai pour mission de redresser notre pays et je vais fixer un agenda du redressement. Deux ans, deux ans pour à la fois mettre en œuvre une politique pour l'emploi, pour la compétitivité et pour le redressement des comptes publics. Alors commençons par l'emploi. Vous me dites « il faut accélérer » ; j'accélère. Il y a d'ores et déjà une bataille qui est engagée. Les emplois d'avenir, les jeunes qui sont sans qualification, 100 000 dès la fin de l'année pour faire en sorte que dans le secteur public, dans le secteur associatif, il puisse y avoir des réponses. J'ai demandé et le gouvernement a traduit cet engagement que les partenaires sociaux puissent négocier très vite sur le contrat de génération, c'est-à-dire la possibilité dans l'entreprise, petite ou grande, que ...

CLAIRE CHAZAL

Pour toutes les entreprises ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Toutes les entreprises, qu'un senior puisse rester dans l'emploi et donner toute son expérience, son savoir-faire à un jeune. C'était ...

CLAIRE CHAZAL

Encore faut-il ...

FRANÇOIS HOLLANDE

...la grande idée de la campagne présidentielle ; elle est mise en œuvre. Mais je pense qu'il faut faire encore davantage. Il y a tout ce qu'on doit mener sur le plan économique pour la croissance parce que les emplois ne sont pas simplement des emplois aidés ou des emplois soutenus ; ça doit être des emplois créés par l'activité économique, d'où l'importance du financement de l'économie. La réforme bancaire qui va arriver et la création de la Banque publique d'Investissement mais je veux encore faire davantage et que tout soit engagé d'ici la fin de l'année parce que j'entends bien les impatiences, je ne vais pas faire en quatre mois ce que mes prédécesseurs n'ont pas fait en cinq ans ou en dix ans. Mais moi, je considère...

CLAIRE CHAZAL

Simplement, la crise économique ...

FRANÇOIS HOLLANDE

...que je suis, que je suis ...

CLAIRE CHAZAL

...s'est aggravée, monsieur le président.

FRANÇOIS HOLLANDE

...que je suis, que je suis en situation de combat et qu'à partir de là, je ne peux pas simplement regarder le passé. Le passé, il compte, il pèse. Je dois engager l'avenir. Donc je fais à travers deux propositions qui vont être faites aux partenaires sociaux des avancées considérables pour que notre pays puisse se redresser. Le ministre du Travail sous l'autorité du Premier ministre a transmis aux partenaires sociaux des propositions pour la réforme du marché du travail, c'est-à-dire pour qu'à la fois, les salariés soient davantage protégés, que la précarité soit réduite mais que les entreprises puissent s'adapter face à des mouvements de l'activité, de la conjoncture.

CLAIRE CHAZAL

Ca veut dire concrètement que ça soit plus fluide.

FRANÇOIS HOLLANDE

Que ce soit plus souple et en même temps plus protecteur pour les salariés, que les procédures de licenciement soient évitées dès lors que l'on peut anticiper et lorsqu'elles sont là qu'elles puissent être plus sûres et pour les salariés et pour les entreprises. Donc c'est une réforme considérable ...

CLAIRE CHAZAL

Mais concrètement...

FRANÇOIS HOLLANDE

...mais le dialogue social ...

CLAIRE CHAZAL

...ça veut dire que c'est la flexibilité qui va être plus grande, c'est au fond ce que demandait le pouvoir précédent?

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est un accord qui doit être gagnant/gagnant, donnant/donnant. Les salariés doivent être mieux protégés, les entreprises doivent être plus soutenues dans leur effort d'adaptation par rapport à l'activité. Prenons un exemple : quand il y a une sous-activité, il est très important que l'entreprise puisse recourir à de l'activité partielle et être soutenue par l'Etat et par des procédures collectives. De la même façon, faisons en sorte que la formation professionnelle vienne pour compenser des éventuelles pertes d'emplois. Mieux vaut rester dans l'entreprise et se former que d'être contraint au licenciement mais donc ça, ça se fait avec le dialogue social. Mais je fixe une limite. A la fin de l'année, les partenaires sociaux peuvent trouver ce compromis historique : protéger les salariés, permettre aux entreprises d'être d'une certaine façon, elles aussi, protégées. Si ce compromis historique, très important pour notre pays, peut venir à la fin de l'année, cette réforme deviendra force de loi.

CLAIRE CHAZAL

Mais concrètement ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais si les partenaires sociaux ne trouvent pas, j'en serai désolé, à ce moment là, c'est l'Etat qui prendra ses responsabilités.

CLAIRE CHAZAL

Alors par des mesures autoritaires ? Prenons par exemple les plans sociaux, ils se multiplient, vous aviez parlé de PEUGEOT le 14 juillet dernier, vous vous étiez même engagé à refuser au fond ce plan de fermeture de l'usine d'Aulnay et il ne se passe toujours rien, il n'y a pas de solution alternative. Qu'est-ce que l'on peut dire à ces salariés ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Lorsque les plans sociaux sont engagés, ce sont les partenaires sociaux qui doivent les négocier. Demain, nous aurons sans doute des procédures qui seront plus efficaces, qui empêcheront justement qu'il y ait ces plans qui arrivent trop tard et donc ...

CLAIRE CHAZAL

De façon autoritaire par rapport aux entreprises ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, j'ai dit qu'il y aurait une négociation.

CLAIRE CHAZAL

Mais s'ils ne se mettent pas d'accord.

FRANÇOIS HOLLANDE

Si les partenaires sociaux ne se mettent pas d'accord ...

CLAIRE CHAZAL

Parce que sur PEUGEOT, c'est bien le problème, c'est le cas ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Bah là, en l'occurrence, ils doivent trouver des compromis pour qu'il y ait moins d'emplois supprimés et plus de reconversions et l'Etat accompagnera ce mouvement de reconversion mais je reviens aux propositions parce que c'est très important que les Français se disent : qu'est-ce que l'on peut faire encore pour l'emploi ? Donc il y a les emplois d'avenir, le contrat de génération, cette grande négociation qui va s'ouvrir pour le marché du travail et ...

CLAIRE CHAZAL

La compétitivité.

FRANÇOIS HOLLANDE

La compétitivité.

CLAIRE CHAZAL

Vous en aviez parlé déjà le 14 juillet.

FRANÇOIS HOLLANDE

La croissance, comment faire ? Et donc là aussi, le gouvernement fera ses propositions au mois d'octobre après un rapport qui sera présenté un grand industriel qui s'appelle monsieur GALLOIS. Ces propositions seront sur le financement de la Protection sociale. Est-ce que l'on peut encore admettre que ce soit sur le travail que pèse l'essentiel du financement de la Protection sociale ?

CLAIRE CHAZAL

L'idée donc, c'est d'alléger les charges des entreprises ...

FRANÇOIS HOLLANDE

C'est faire en sorte ...

CLAIRE CHAZAL

...pour favoriser l'embauche.

FRANÇOIS HOLLANDE

...que ce ne soit pas les salaires qui soient en l'occurrence ...

CLAIRE CHAZAL

Un frein.

FRANÇOIS HOLLANDE

...les seules bases d'application du prélèvement. Pourquoi ce serait simplement sur les salaires que viendraient se fixer les cotisations sociales ou les prélèvements pour financer finalement notre avenir ? Et donc je ferai des propositions avec le gouvernement pour que dès la fin de l'année, les mesures soient prises pour la compétitivité, c'est-à-dire pour qu'il y ait un changement du financement de la Protection sociale.

CLAIRE CHAZAL

Et vous pensez par exemple ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Là encore ...

CLAIRE CHAZAL

...à la CSG ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Je soumettrai ...

CLAIRE CHAZAL

Vous aviez évoqué l'idée de la CSG. Est-ce que c'est toujours à l'étude ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je soumettrai aux partenaires sociaux.

CLAIRE CHAZAL

Il y aura tout de même un prélèvement quoi qu'il arrive ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ce qui ne sera pas payé sous forme de cotisations ...

CLAIRE CHAZAL

Par les entreprises donc ...

FRANÇOIS HOLLANDE

...sur le travail devra être par d'autres prélèvements sur les entreprises comme sur les ménages. Je veux dire, ce sera une réforme complète qu'en définitive, les entreprises pourront favoriser l'emploi dès lors que embaucher ne coûtera pas plus cher, voire même coûtera moins cher qu'aujourd'hui. C'est ça l'enjeu.

CLAIRE CHAZAL

Est-ce que l'on peut dire qui paiera en bout de piste, en fin de compte ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Si, nous en reparlerons pour le budget de la Sécurité sociale ...

CLAIRE CHAZAL

Fiscalité.

FRANÇOIS HOLLANDE

...au budget de l'Etat, s'il n'y a pas eu recours à la CSG, c'est bien parce qu'elle peut faire partie de la discussion mais il n'y aura pas que la CSG. Il est très important qu'il y ait tous les prélèvements, y compris les prélèvements écologiques qui puissent se substituer aux prélèvements sur le travail.

CLAIRE CHAZAL

Alors, monsieur le président ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Donc tout sera engagé, décidé d'ici la fin de l'année. L'agenda que je propose, c'est : tout est engagé, tout est décidé d'ici la fin de l'année pour que ce soit mis en œuvre dans l'année 2013 et que nous puissions avoir des résultats pour ce que j'appelle l'agenda du redressement en 2014.

CLAIRE CHAZAL

Avec un objectif en termes d'emploi, en tout cas de réduction du chômage ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pense que nous devons inverser la courbe du chômage ...

CLAIRE CHAZAL

A échéance de ...

FRANÇOIS HOLLANDE

...d'ici un an de façon à ce que nous ayons véritablement des progrès dans le cadre de cet agenda 2014 que je propose aux Français.

CLAIRE CHAZAL

Alors, il y a le budget évidemment 2013 qui se prépare. D'abord, est-ce que vous pouvez nous dire sur quel taux de croissance vous tablez, 1,2% dans les premiers calculs. Il semble que ce soit un peu trop fort par rapport à certains économistes ; l'OCDE même parle de 0,5% ?

FRANÇOIS HOLLANDE

D'abord, je prends en compte une situation très difficile que je n'ignorais pas, que je connaissais mais qui est encore aggravée par le ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois. Donc j'ai demandé au gouvernement d'établir le budget 2013 en fonction d'une prévision réaliste de croissance qui sera donc inférieure à 1%, sans doute 0,8 car je ne veux pas que l'on puisse imaginer que l'Etat prépare son budget

avec des hypothèses qui se révéleraient fausses. J'espère que nous ferons plus que 0,8 mais en toute hypothèse, nous travaillons sur cette estimation. Ensuite, la COUR DES COMPTES lorsque nous lui avons demandé un rapport pour savoir ce que révélaient les finances publiques nous a donné un chiffre que chacun encore a à l'esprit, trouver ...

CLAIRE CHAZAL
33 milliards.

FRANÇOIS HOLLANDE
...33 milliards. Pour ...

CLAIRE CHAZAL
Pour réduire les déficits.

FRANÇOIS HOLLANDE
...réduire les déficits. Pourquoi il faut réduire ?

CLAIRE CHAZAL
On sera à plus si on table sur une croissance inférieure vraisemblablement...

FRANÇOIS HOLLANDE
Mais ils avaient déjà fait quelques ajustements dans le cadre du collectif budgétaire pour l'année 2012 mais pourquoi réduire le déficit ? Nos compatriotes peuvent se poser la question mais il s'agit tout simplement de notre souveraineté ; il s'agit de notre indépendance par rapport aux marchés. Aujourd'hui, et j'en suis heureux, l'Etat emprunte sur les marchés à des taux historiquement faibles, sur dix ans à peine 2%. Mais est-on sûr que ça va durer ?

CLAIRE CHAZAL
La BCE vient de donner un petit ballon d'oxygène.

FRANÇOIS HOLLANDE
Oui, c'est bien et je suis fier que la France soit parmi les pays qui a une capacité d'endettement qui lui permet d'emprunter à des taux très faibles mais nous ne pouvons pas jouer simplement sur cette situation. Donc j'ai durant la campagne présidentielle dit que je maîtriserai la dette, que j'avais deux batailles à engager : une bataille contre le chômage -- je viens de dire quelles sont les étapes --, une bataille contre la dette. Et donc 30 milliards devront être trouvés. Comment ?

CLAIRE CHAZAL
Même en ces temps de crise, pardon de faire cette parenthèse, au fond on ne renonce pas à la rigueur ? C'est-à-dire qu'au fond, l'alternative rigueur ou relance ne se pose pas selon vous ? Certains économistes disent : la crise est tellement grave qu'il ne faut pas casser la machine ...

FRANÇOIS HOLLANDE
Mais il faut faire ...

CLAIRE CHAZAL
...faire passer au second plan l'objectif de réduction ?

FRANÇOIS HOLLANDE
...le sérieux budgétaire et la croissance, exactement ce que j'ai proposé pour l'Europe. Les disciplines, c'est nécessaire et en même temps, le soutien à la croissance et c'est ce que je fais pour la France, soutien à la croissance à travers des mesures pour le pouvoir d'achat, c'est ce que nous avons fait dès le départ, soutien à la croissance à travers le logement qui va être une grande priorité et qui va donner de l'activité économique, soutien à la croissance en développant les PME, la Banque publique d'Investissement, soutien à la croissance en prenant pas de mesures fiscales qui pourraient décourager la consommation et en même temps, sérieux budgétaire et donc 30 milliards à trouver.

CLAIRE CHAZAL
Alors comment ?

FRANÇOIS HOLLANDE
Comment ?

CLAIRE CHAZAL
Voilà.

FRANÇOIS HOLLANDE
Dix milliards par des économies budgétaires.

CLAIRE CHAZAL
Sur quels postes puis-je pour le moment ...

FRANÇOIS HOLLANDE

J'ai dit trois ministères seront ...

CLAIRE CHAZAL

Prioritaires.

FRANÇOIS HOLLANDE

...prioritaires : l'Education, c'est ma promesse de campagne, la jeunesse, tout mettre sur l'avenir, l'avenir de nos enfants. Donc ce ministère continuera à avoir les ressources nécessaires pour accueillir mieux qu'aujourd'hui les enfants de la République. La Sécurité : chacun comprend que c'est une exigence, une obligation et la Justice. Tous les autres ministères seront mis à contribution. Ca veut dire quoi ?

CLAIRE CHAZAL

Ca veut dire que le nombre de fonctionnaires va être réduit dans ces ministères ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Ca veut dire qu'il y aura une stabilité de la dépense publique ; nous ne dépenserons pas un euro de plus en 2013 qu'en 2012, pas un euro de plus. Et deuxièmement, il y aura une stabilité des effectifs de la fonction publique ; les emplois qui seront créés dans l'Education seront forcément compensés ailleurs.

CLAIRE CHAZAL

Détruits ou compensés ailleurs, c'est-à-dire que là ...

FRANÇOIS HOLLANDE

...détruits mais ça ne se fera pas par des remplacements à la retraite...

CLAIRE CHAZAL

Les départs à la retraite ne seront pas renouvelés ...

FRANÇOIS HOLLANDE

...automatiques. Donc 10 milliards d'économies.

CLAIRE CHAZAL

Et donc 20 ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Dix milliards de prélèvement supplémentaires sur les entreprises et les grandes entreprises, celles qui avaient bénéficié des avantages fiscaux qui avaient été accordés sous le précédent quinquennat et qui faisaient que les grandes entreprises payaient moins en proportion de taux d'impôt sur les sociétés que les petites ou les moyennes.

CLAIRE CHAZAL

C'est-à-dire qu'il y a un relèvement des taux de l'impôt ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Non ...

CLAIRE CHAZAL

...sur les sociétés pour ces grandes entreprises.

FRANÇOIS HOLLANDE

...pas de taux d'impôt sur les sociétés mais un certain nombre de niches fiscales, d'avantages fiscaux qui leur avaient été accordés seront rabotés ou réduits.

CLAIRE CHAZAL

Ce n'est pas un peu contradictoire avec une amélioration de la compétitivité ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Non.

CLAIRE CHAZAL

...des entreprises ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Parce que nous voulons privilégier les entreprises qui sont exportatrices, les entreprises qui investissent et nous ferons une distinction entre les bénéfices qui sont investis et les bénéfices qui sont distribués. De la même manière, nous ferons en sorte que sur ces prélèvements entreprises, les PME soient pour l'essentiel préservées.

CLAIRE CHAZAL

Ca veut dire avec un traitement particulier ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Tous les dispositifs ...

CLAIRE CHAZAL

...pour les PME.

FRANÇOIS HOLLANDE

...spécifiques aux PME seront sauvegardés parce que je crois à la force de la petite et moyenne entreprise et nous devons tout faire pour les rendre plus exportatrices et plus innovantes qu'elle ne le sont. D'où le rôle d'ailleurs de la Banque publique d'Investissement qui est à leur disposition. Et puis, il y a ...

CLAIRE CHAZAL

Les impôts.

FRANÇOIS HOLLANDE

...10 milliards sur les ménages.

CLAIRE CHAZAL

Alors ...

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous voyez bien que c'est un effort considérable, 30 milliards, ça ne s'est jamais fait dans l'histoire de la Ve République et j'ai cette responsabilité et je ne le fais pas simplement parce qu'il faudrait le faire, je le fais par conviction parce que je ne veux pas laisser à mes successeurs et je ne veux pas laisser non plus à mes enfants la charge de la dette de la France. Donc je prends ces mesures, elles sont difficiles, elles sont douloureuses. Sur les ménages, 10 milliards.

CLAIRE CHAZAL

Parlons peut-être d'abord de la surtaxe de 75% pour j'allais dire évacuer ce problème, mais qui est un vrai problème quand même puisqu'on en parle déjà beaucoup depuis deux jours avec le départ supposé de Bernard ARNAULT en Belgique ou en tout cas sa demande de double nationalité. D'abord, est-ce que vous avez pris ses déclarations ou cette demande comme une provocation de sa part ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Je pense qu'il aurait dû bien mesurer ce que signifiait demander une autre nationalité. Parce que nous sommes fiers d'être Français...

CLAIRE CHAZAL

C'est ce qu'il a dit ce soir...

FRANÇOIS HOLLANDE

Oui... Nous avons conscience que beaucoup nous regardent avec le sentiment que nous sommes un grand pays, avec beaucoup d'atouts, avec une grande histoire. Et donc beaucoup de Français ont pensé qu'il abonnait cette nationalité. Il vient de faire la correction qui s'imposait. Et puis par ailleurs, je pense qu'il faut appeler au patriotisme dans cette période, vous voyez, quand on demande un effort, quand on demande un redressement, ce que je fais. Quand on dit qu'il va falloir se mettre à la tâche, se mettre dans la bataille contre le chômage, contre la dette. Alors chacun doit y prendre sa part et d'ailleurs je note que monsieur ARNAULT a dit lui-même qu'il prendrait sa part, qu'il donnerait sa contribution. Et donc ce n'est pas la mesure -- et je vais y venir -- des 75% qui est en cause. Et ceux qui ont voulu ouvrir une polémique, en sont pour leurs frais ce soir.

CLAIRE CHAZAL

Certains disent que les élites françaises sont découragées, c'est Jean-Pierre CHEVENEMENT d'ailleurs qui le dit, je crois...

FRANÇOIS HOLLANDE

Je crois que les élites doivent être reconnues. Moi je pense que les entrepreneurs, ceux qui se dévouent pour l'emploi, ceux qui investissent, ceux qui transforment la réalité de nos territoires, ceux qui conquièrent des marchés, oui...

CLAIRE CHAZAL

... Ils gagnent de l'argent...

FRANÇOIS HOLLANDE

Ils gagnent de l'argent mais ils méritent que la nation les reconnaisse. Mais être Français, c'est à la fois recevoir effectivement des encouragements ? parfois de l'argent et donner, donner à son pays. C'est ça, le patriotisme, c'est donner le meilleur de soi-même et chacun doit prendre sa part. Et à cet égard, monsieur ARNAULT a fini par dire que lui aussi prendrait sa part et voudrait même montrer l'exemple, qu'il montre l'exemple à tous ! Pourquoi j'ai, dans la campagne présidentielle, évoqué cette contribution

exceptionnelle pour les rémunérations de plus d'un million d'euros ? Parce que je considérais que dans ce moment...

CLAIRE CHAZAL

C'était symbolique et populaire... dans votre électorat, c'était assez populaire...

FRANÇOIS HOLLANDE

Je crois pour tous les Français, en se disant : on va demander dix milliards d'euros aux ménages, notamment aux plus favorisés, aux revenus du capital, puisqu'il y aura une grande réforme fiscale qui fera que les revenus du capital seront taxés comme les revenus du travail ; c'est une grande évolution ; on va introduire un taux marginal d'imposition à 45% pour les revenus de plus de 150.000 euros, beaucoup de cadres supérieurs !

CLAIRE CHAZAL

C'est un relèvement du barème...

FRANÇOIS HOLLANDE

150.000 euros par part... par part ! Et donc j'ai considéré que si on faisait cette réforme fiscale, si on demandait un effort même s'il est demandé aux revenus du capital et aux plus hauts revenus, il était très important que ceux qui se rémunèrent très largement, plus d'un million d'euros, soient également conscients qu'il convient de montrer l'exemple pour être patriotes. Alors ce sera une contribution exceptionnelle par son taux : toutes les rémunérations supérieures à un million d'euros, à partir d'un million d'euros, seront taxées à 75%...

CLAIRE CHAZAL

Et deux millions d'euros pour un même foyer ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non. Là il s'agit... pour chaque rémunération supérieure à un million d'euros, alors bien sûr en prenant en compte toutes les autres contributions qui ont été versées -- impôt sur le revenu, CSG etc -- mais c'est très important qu'il y ait ce taux. Contribution exceptionnelle dans la durée parce que c'est le temps du redressement, dans l'agenda du redressement que j'ai fixé, eh bien cette contribution prend sa part ; et une fois que nous aurons redressé -- et je pense que nous y arriverons au bout de deux ans -- à partir de là, il n'y aura pas besoin de garder cette disposition. Mais il est très important qu'elle soit là.

CLAIRE CHAZAL

Et avec des exceptions pour les artistes, les sportifs ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Non, pas d'exception. Toutes les rémunérations supérieures à un million d'euros, sauf les rémunérations qui sont liées au capital -- ça, ce sera pris en compte par l'impôt sur la fortune -- mais toutes les rémunérations qui sont supérieures à un million d'euros, relèveront...

CLAIRE CHAZAL

Combien de personnes concernées à peu près ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Deux à trois mille personnes. Mais il ne s'agit pas de chercher des ressources supplémentaires, il s'agit de donner valeur d'exemple ; de montrer que ceux qui ont le plus, peuvent dire à un moment : nous faisons un acte civique. Et donc quand je vois tous ces jeunes qui s'engagent dans le service civique, quand je vois tous ces hommes, toutes ces femmes qui servent sous les drapeaux, quand je vois tous ces entrepreneurs, petits ou grands, qui se battent, tous ces cadres, tous ces ouvriers à qui l'on va demander forcément un effort, eh bien ceux qui ont le plus, à un moment, pendant un temps limité, doivent montrer qu'ils sont eux aussi et peut-être plus que d'autres encore, des patriotes.

CLAIRE CHAZAL

Alors pour l'impôt sur le revenu, donc vous dites que vous demanderez un effort aux hauts revenus de plus de 150.000 euros. Qu'est-ce qui se passe pour l'indexation du barème ? Il était gelé jusqu'à présent, est-ce que vous allez réindexer ce barème ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Il restera gelé -- ça, c'est l'effort pour tous -- ça veut dire que pour les deux premières tranches, il y aura un système de décote pour que personne ne rentre dans le barème de l'impôt sur le revenu alors même que son revenu n'a pas progressé. Ce serait injuste. Et c'est pour ça qu'un système qu'on appelle de décote, sera prévu pour les deux tranches les plus basses du barème.

CLAIRE CHAZAL

Et avec ça, donc on trouve dix milliards, les dix milliards dont vous parlez.

FRANÇOIS HOLLANDE

Avec ça, il va falloir trouver, oui, ces dix milliards. Ça veut dire que ce sont les revenus du capital, cde sont

les plus hauts revenus, ça veut dire aussi qu'il y a un certain nombre d'alignements de taxes ou de cotisations lorsqu'il y a des systèmes dérogatoires, ce qu'on appelle des niches fiscales... Eh bien tout ça sera revu. Dix milliards demandés pour les ménages les plus favorisés ; dix milliards sur notamment les grandes entreprises ; dix milliards sur les économies à trouver sur le budget de l'Etat : chacun prend sa part. Et si nous y parvenons -- et nous allons y parvenir parce que j'ai confiance dans cette capacité de mobilisation de notre pays -- alors nous aurons réglé le problème de la dette qui pèse sur notre pays, nous serons arrivés à ces 3% de déficit par rapport à la richesse nationale et ensuite nous arriverons à l'équilibre en 2017.

CLAIRE CHAZAL

Vous avez parlé du pouvoir d'achat, en tout cas, on a parlé de l'essence tout à l'heure. Vous avez effectivement admis qu'elle n'était pas très forte, cette baisse de l'essence...

FRANÇOIS HOLLANDE

Six centimes...

CLAIRE CHAZAL

C'est vrai qu'il y a le sentiment chez les Français qu'ils s'appauvrissent...

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais ce n'est pas un sentiment, c'est une réalité. En 2010, les chiffres viennent d'être rendus publics, en 2010 -- ce n'était pas le Président que je suis, qui était aux responsabilités, en 2010 -- il y a eu une perte de pouvoir d'achat, sauf pour une seule catégorie, les plus hauts revenus. Donc il est assez logique, légitime même que nous puissions faire cette correction. Et moi je veux proposer aux Français cet agenda du redressement. Deux ans. Et ensuite cet agenda deviendra un agenda de construction d'une société solidaire. Et mon ambition, c'est que les Français puissent se dire en 2017 : nous vivons mieux... nous vivons mieux qu'en 2012. C'est ça l'engagement que je prends devant eux.

CLAIRE CHAZAL

Un tout petit point concret mais très important sur la refiscalisation des heures supplémentaires. Vous savez qu'à cause de ça, certains Français ont vraiment le sentiment de s'appauvrir, c'est ce que je disais, en tout cas pour certaines catégories. C'était un ballon d'oxygène au fond, cette défiscalisation...

FRANÇOIS HOLLANDE

D'abord les heures supplémentaires demeureront. Elles seront toujours payées davantage que les heures normales. Rien n'a été mis en cause de ce point de vue et les contingents d'heures supplémentaires n'ont pas été modifiés. Les exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires demeureront dans les entreprises de moins de vingt salariés. Donc nous avons fait cet effort aussi de préservation d'un certain nombre de situations justement par rapport à la compétitivité, par rapport à la situation d'entreprises. Mais en même temps, comment admettre que quand il y a trois millions de chômeurs, quand des jeunes veulent rentrer sur le marché du travail, leur heure de travail coûte plus cher qu'une heure supplémentaire ?! Ce n'était pas possible ! Ce n'était pas évidemment une incitation à l'embauche ! Donc il y aura toujours des heures supplémentaires mais nous ferons en sorte qu'il y ait plus d'embauches et notamment de ceux qui aujourd'hui attendent un emploi.

CLAIRE CHAZAL

Vous savez que ça ne conduit pas toujours à des embauches supplémentaires...

FRANÇOIS HOLLANDE

Non mais si dans une période très difficile, les entreprises peuvent recourir, en étant incitées à le faire, aux heures supplémentaires, alors c'est autant d'embauches de moins qui pourraient se produire et qui ne se produiront pas. Donc je sais que c'est un effort mais là aussi chacun doit comprendre le sens de ce que nous voulons : la bataille contre le chômage.

CLAIRE CHAZAL

Alors Monsieur le Président, on a parlé du budget et du chômage, il y a la façon de gouverner et le fonctionnement de l'exécutif. Si les Français sont inquiets, c'est qu'ils ont eu le sentiment peut-être, en tout cas depuis quatre mois, qu'il n'y avait pas forcément de pilote dans l'avion, en tout cas qu'il y avait peut-être un manque d'autorité de la part du Premier ministre. Est-ce que vous estimez qu'il devrait jouer un rôle plus actif à la tête de son gouvernement ?

FRANÇOIS HOLLANDE

D'abord moi, j'ai ma responsabilité. Je dois fixer le cap, je le fais. Je dois également donner le rythme et les étapes, je viens de les établir. Deux ans. Deux ans pour redresser notre pays parce que c'est mon pays qui compte. Je veux -- et j'en fais l'expérience -- qu'il ait toute sa place et en Europe et dans le monde et que les Français aient de la fierté et de la confiance. Donc ça, c'est mon rôle, c'est ma responsabilité.

CLAIRE CHAZAL

En vous impliquant davantage ?

FRANÇOIS HOLLANDE

En mobilisant et en étant responsable devant les Français. Je resterai ce que je suis ; j'ai demandé une présidence qui soit exemplaire, simple, proche mais en même temps je suis pour une présidence d'action et de mouvement. Donc moi je vais m'engager pleinement dans la bataille que j'ouvre contre le chômage et contre la dette. Le Premier ministre, fort de cet agenda, de cette étape qui doit être franchie, de ce cap que je viens de fixer, que je lui avais donné dès le début de la présidence, il anime, coordonne et met en œuvre. Vous savez, Jean-Marc AYRAULT, c'est un homme sérieux, c'est un homme respectueux ; c'est un homme avec lequel j'ai toujours travaillé en bonne intelligence, c'est tellement agréable. Vous savez, moi je n'ai jamais considéré que le Premier ministre devait être un collaborateur ou un obligé. J'ai besoin d'une équipe, il l'anime ; mais en même temps, je ne me détourne pas de ma propre responsabilité, je ne me défausse pas sur le Premier ministre. Je suis en première ligne et je m'expliquerai devant les Français régulièrement pour dire où on en est par rapport à l'agenda que j'ai fixé, par rapport aux réformes que j'ai engagées avec le Premier ministre. Mais ce qui revient au Premier ministre, c'est de faire travailler son gouvernement dans le cadre que j'ai fixé.

CLAIRE CHAZAL

Et dans le calme... Il y a tout de même eu un certain nombre de cafouillages cet été sur le nucléaire, par exemple, sur la Banque publique d'investissement et sa banque conseil, est-ce que vous avez regretté ces dissonances ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous savez, des couacs, il y en a toujours, dans tous les gouvernements. Je pense qu'il faut les réduire et pour les réduire, c'est très simple ; il faut se référer à mes propres engagements, ce que j'ai dit devant les Français, ce doit être la règle pour l'action gouvernementale. Ça vaut pour la Banque publique d'investissement, elle doit être mise en place très vite...

CLAIRE CHAZAL

Avec la même banque conseil ?

FRANÇOIS HOLLANDE

La banque conseil, elle est nécessaire...

CLAIRE CHAZAL

C'est ça le sujet de la polémique...

FRANÇOIS HOLLANDE

... parce qu'il faut évaluer les actifs, ceci ne fait pas problème. Mais il faut aussi que sur le nucléaire, il y ait cette réduction de la part mais que ça reste une part majoritaire encore pendant des années, jusqu'en 2025, à ce moment-là, on sera dans la transition énergétique - je l'ai appelée moi-même de mes vœux -- elle est nécessaire. Donc il n'y a pas de tergiversations, il n'y a pas de débats ; c'est par rapport à mes engagements que chacun doit se situer. Maintenant il y a un gouvernement : sur les seize ministres pleins, seulement cinq avaient exercé des fonctions gouvernementales et encore il y a dix ans. Qu'il y ait quelques ajustements, je ne les blâme pas. Mais c'est fini. Le temps maintenant doit être à la mobilisation pour chacun et au service des Français.

CLAIRE CHAZAL

Un autre ministre a fait parler de lui cet été, c'est Manuel VALLS notamment à propos de ses positions sur les Roms, sur la sécurité. Est-ce que ce discours sécuritaire est bien conforme aux idées de gauche ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais c'est le contraire qui serait finalement un manquement ! Vous vous rendez compte, quand il y a comme à Marseille, des vols à main armée qui avaient été multipliés par cinq en deux ans, par cinq ! Qu'il y a des règlements de comptes, près de quinze me dit-on, depuis le début de l'année ! Donc quand il y a cette situation, c'est bien le devoir, l'obligation du gouvernement et du ministre de l'Intérieur mais de tout le gouvernement...

CLAIRE CHAZAL

La gauche avait été assez sévère avec les précédents ministres de l'Intérieur de droite...

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais parce qu'ils ne faisaient pas ce qu'ils prétendaient faire et le faisaient sans la dignité qui sied à l'action qui doit être conduite...

CLAIRE CHAZAL

Sur les Roms, il y a eu quelques voix discordantes y compris dans votre camp...

FRANÇOIS HOLLANDE

J'en arrive aux Roms... Il y a quinze mille Roms en France. Ils ne sont pas venus depuis quatre mois, ils étaient là, malgré toutes les proclamations qui avaient été faites, les évacuations qui avaient été organisées souvent dans l'improvisation. Quinze mille ! Avec des situations humaines très difficiles à la fois pour les Roms mais aussi pour les voisins. Donc le ministre de l'Intérieur a fait son devoir. Et quel est

son devoir ? C'est à la fois d'appliquer les décisions de justice et en même temps de reloger autant qu'il est possible ou de reconduire dans leur pays d'origine. Dès mercredi, et le ministre de l'Intérieur et le ministre des Affaires européennes vont aller en Roumanie pour que ce problème soit traité dès la source parce qu'on ne peut pas accepter que ces populations soient chassées de leur pays, déplacée et venant ici pour se réfugier dans des conditions où ils ne peuvent même pas avoir une activité économique. Donc dignité mais en même temps respect de la loi. Et ce sera toujours la position que je ferai prévaloir dans l'Etat et au sommet de l'Etat.

CLAIRE CHAZAL

Monsieur le Président, on a parlé du style de votre présidence, que vous avez voulu imprimer ; on avait dit « présidence normale », vous avez dit « présidence respectueuse »... ou en tout cas digne. Quel sentiment vous retirez quatre mois après votre élection ? C'est une tâche plus rude que vous ne le pensiez ? Personnellement est-ce que vous avez rencontré des obstacles plus importants que vous ne le craigniez ?

FRANÇOIS HOLLANDE

Vous savez, je me suis préparé à cette fonction pendant des mois. J'avais été candidat aux primaires et puis ensuite devant les Français. Ça a été une compétition, une confrontation, je m'étais préparé. Je m'étais préparé à exercer cette responsabilité.

CLAIRE CHAZAL

Et aux coups, aux critiques, au désamour, aux sondages...

FRANÇOIS HOLLANDE

Aux coups... oui, aux fluctuations... Mais c'est la vie politique ! Je ne vais pas larmoyer sur le sort de celui qui doit être le premier, celui qui montre la voie, celui qui fixe le cap. Et donc j'assume toute cette responsabilité. Est-ce que c'est plus dur que je ne l'avais imaginé ? Est-ce que c'est une situation que je n'avais pas anticipée ? Oui j'avais anticipé cette situation. Elle est encore plus grave parce que la crise s'est encore accélérée, parce que rien n'a été véritablement fait depuis cinq ans...

CLAIRE CHAZAL

Vous ne vous sentez pas coupé des réalités ? On est vite coupé quand on est à la tête du pouvoir...

FRANÇOIS HOLLANDE

Mais non, on est vite rattrapé, ne vous en faites pas. Moi je sais où je vais, je le dis aux Français ; j'assumerai toute la responsabilité, je m'expliquerai régulièrement devant les Français et je suis sûr que le cap étant fixé, si l'espoir est là, nous serons capables de redresser la France, nous serons capables de retrouver de la croissance, nous serons capables de nous mettre ensemble pour vivre mieux dans cinq ans, que nous ne vivons aujourd'hui. Mon cap, c'est un quinquennat. Ce n'est pas quatre mois, ce n'est pas un an, c'est cinq ans. Mais pendant cinq ans, il y aura des étapes et à chaque fois, j'en rendrai compte. L'agenda du redressement, c'est 2014. A partir de 2014, nous ferons tout pour construire une société plus humaine, plus sûre, plus dynamique et en même temps plus harmonieuse. Voilà mon enjeu.

CLAIRE CHAZAL

Merci beaucoup Monsieur le Président, d'être venu sur le plateau de TF1.